

Cher Monsieur

Après avoir été haut fonctionnaire français pendant vingt ans, j'ai dirigé pendant trente ans une fondation internationale, la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (fph). Ce double itinéraire m'a appris que dans un monde en plein bouleversement, les modes de gouvernance hérités des siècles passés, y compris la démocratie représentative telle qu'elle est pratiquée actuellement, répondaient de moins en moins bien aux défis de sociétés interdépendantes. Il m'a aussi et surtout convaincu que la construction européenne, malgré ses défauts, était *la seule construction géopolitique d'avenir* car elle a montré la possibilité de dépasser pacifiquement les souverainetés. C'est en la redécouvrant à travers les yeux des Chinois, des Africains ou des Sud Américains que je suis devenu un ardent défenseur de l'Union européenne.

Or elle est aujourd'hui en grand danger. La construction de l'Europe par l'unification du marché a été la meilleure réponse possible, en 1954, après l'échec de la Communauté européenne de défense, mais le rôle trop exclusif de cette unification marchande se retourne maintenant contre l'Europe. Des pans entiers de la population sont laissés en marge du progrès, se sentent menacés dans leur emploi ou dans leur identité par une migration qu'ils ne contrôlent pas et se détournent de l'Europe.

En outre, L'unification du marché, même s'il s'accompagne de la mobilité de la main d'oeuvre (voir les réactions xénophobes britanniques)- *ne suffit pas à faire naître la conscience de valeurs partagées, d'une communauté de destin. La construction d'une véritable communauté, c'est la marche sautée dans l'édification européenne.*

*Soixante ans après le traité de Rome, le temps est venu de refonder le projet européen, et de le faire avec les citoyens.* Tout le monde dit qu'il faut réconcilier l'Europe avec les citoyens, donner la parole aux citoyens, aller vers les citoyens, etc... mais la communication descendante, « expliquant au bon peuple tout ce qu'il doit à l'Europe », qui reste la norme, ne marche plus. Multiplier les référendums, comme le réclament les mouvements populistes serait pire encore : « demander leur avis aux citoyens » n'a pas de sens tant que ne sont pas créés les espaces et procédures pour que ceux-ci construisent collectivement une opinion informée et qu'ils ne sont pas associés à l'élaboration de la future Europe.

Le 25 mars 2017, les chefs d'Etat européens se réuniront pour fêter les soixante ans du traité de Rome. *C'est l'occasion inespérée de donner un nouveau souffle à la construction européenne* et la raison pour laquelle je me permets de vous écrire.

Trois conclusions se sont dégagées de la récente conférence inter-institutionnelle européenne, ESPAS: il faut frapper un grand coup, la politique des petits pas ne suffira pas à empêcher le délitement voire l'implosion de l'Union ; il faut repartir des citoyens ; il faut partir du niveau local. En me fondant sur mes cinquante ans d'expérience de la gouvernance, j'ai pris l'initiative de faire une proposition concrète : lancer, en s'appuyant sur les régions européennes et sur le capital social accumulé au fil des jumelages entre elles, un *processus instituant* organisé sur deux ans en deux étapes, la première avec des panels régionaux de citoyens, la seconde avec leur réunion au niveau européen. Le processus est fondé sur les acquis de la démocratie délibérative, qui ont montré que des citoyens tirés au sort peuvent s'approprier des questions très complexes.

Cette proposition a reçu un bon accueil, tant auprès de régions et du Comité des régions qui les représente, qu'auprès des institutions européennes. Elle bénéficie en outre d'un calendrier qui renforce sa portée symbolique : lancement à l'occasion du soixantième anniversaire du traité de Rome ; achèvement des panels régionaux de citoyens à l'occasion des soixante dix ans du Congrès de la Haye ; achèvement de la seconde étape, au niveau européen, pour alimenter les élections au Parlement européen en 2019 et la réflexion de la nouvelle Commission nommée à cette occasion.

Un tel processus n'a de sens qu'avec l'appui du Conseil européen. L'engagement des chefs d'Etat à *examiner de façon approfondie les propositions qui sortiront de cette assemblée est indispensable à sa crédibilité et sa réussite*. Cet engagement, pris par les Chefs d'Etat lors du sommet de Rome, manifesterait leur volonté de lancer une nouvelle et exaltante étape de la construction européenne, renouant avec leurs devanciers qui ont signé le traité il y a soixante ans.

Voilà, Cher Monsieur, ce que je voulais vous soumettre au moment où l'ordre du jour du Sommet de Rome se prépare. Vous trouverez ci-joint les descriptions résumée et détaillée de la proposition, les présentations qui en ont été faites au Secrétariat du Conseil européen et au Comité des régions, un memo rappelant l'importance symbolique de l'anniversaire du traité de Rome et un récent message adressé au Secrétaire général de la Présidence, Jean Pierre Jouyet qui a manifesté son intérêt pour la proposition.

Je me tiens à votre disposition pour en parler de vive voix si vous le souhaitez et vous prie de croire, Cher Monsieur, à ma haute considération

Pierre Calame